

DÉPARTEMENT  
DE LA CHARENTE-MARITIME

Arrondissement  
de ROCHEFORT

Canton  
de ROYAN

Commune  
de ROYAN

80-103

Objet

ECLAIRAGE PUBLIC  
Extension et modernisation  
du réseau.

DATE DE CONVOCATION

30 juin 1980

DATE D'AFFICHAGE

30 juin 1980

Nombre de conseillers  
en exercice ..... 27  
Nombre de présents. 19  
Nombre de votants. 24

# Extrait du Registre des Délibérations DU CONSEIL MUNICIPAL

## COMMUNE DE ROYAN

L'An mil neuf cent quatre vingt  
le quatre juillet à 20 heures  
le Conseil Municipal, légalement convoqué s'est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la  
présidence de Monsieur LIS, Maire

Etaient présents : MM. LIS, FABER, Melle FOCHE, MM. BOUTET,  
BOUCHET, LACHAUD, EUJARD, DUFOUR, NAULIN, MAURELLET, BOISARD,  
BOULAN, BROTRÉAU, DUFEIL, TAP, BERLAND, PELLETIER, CABAL,  
GUICHAOUA.

formant la majorité des membres en exercice.

Représentés : MM. COLLE, TETARD, POUMAILLOUX, Mme TACQUET,  
M. PAPEAU

Absents : MM. MONTRON, POUGET, VIAUD.

Monsieur PELLETIER

a été élu Secrétaire.

M. le Rapporteur expose :

La Ville de ROYAN a décidé de réaliser chaque année une tranche de travaux dans le cadre du programme de remise en état du réseau d'éclairage public.

Il s'avère indispensable de remédier aux inconvénients que constitue le fonctionnement diurne de points lumineux alors que certaines rues restent la nuit dans l'obscurité.

Il importe de lancer une nouvelle tranche de travaux ayant pour objet l'extension et la modernisation du réseau, afin de pallier la carence des installations vétustes existantes.

Trois secteurs géographiques distincts sont envisagés, le montant de la dépense étant estimé à 251.000 F. T.P.C. il est précisé que les prix unitaires seront identiques à ceux appliqués lors de la réalisation du programme précédent.

M. le Rapporteur propose à l'Assemblée Municipale de se prononcer favorablement sur l'opportunité du programme et d'autoriser en conséquence, M. le Maire à conclure trois marchés "négociés" dit "de reconduction" avec chacun des titulaires des trois lots constituant le programme précédent, conclu le 17 Janvier 1980.

.../...

EXTENSION ET MODERNISATION DU RESEAU

LOT N° 1

"MARCHÉ NEGOCIE" dit "MARCHÉ DE RECONDUCTION"

(cf : marché conclu le 17 Janvier 1980, approuvé le 31 Janvier 1980)

Entre :

M. le Maire de ROYAN, agissant au nom de la Ville en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 04 Juillet 1980

d'une part,

et M. LACOMBE Marc, Directeur, agissant au nom et pour le compte de "GROUPELEC SAINTONGE" rue AMPERE, Zone Industrielle à ROYAN inscrit au registre du Commerce de SAINTES sous le N° 69 C 2 et à l'I.N.S.E.E. sous le n° 526 990 023 000 16

d'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

I - DEFINITION DE L'OPERATION - DISPOSITIONS GENERALES

1-1 - Définition de l'opération

L'opération dans laquelle s'inscrivent les travaux, objet du présent marché, décrits à l'article 1-2 ci-dessous, a pour but l'aménagement d'un réseau de distribution d'éclairage public dans le quartier de PONTAILLAC, à proximité du Golf de la Trémoille à ROYAN.

1-2 - Objet et consistance des travaux

- la fourniture et la pose de câbles sur poteaux E.D.F. existants ou sur poteaux à implanter, y compris consoles et armements d'angles, d'alignement ou d'encrage.

- la fourniture et la pose de poteaux en béton
- la fourniture et la pose de boîtes de dérivation
- la pose de connecteurs avec câble 3 conducteurs pour les branchements individuels et lanternes fournies par la Ville
- la dépose de candélabres béton et transport à la décharge publique contrôlée
- la dépose de lanternes vétustes, et transport aux Ateliers Municipaux

1.22. - Les travaux seront exécutés suivant les règles de l'Art et conformément aux prescriptions du R.E.E.F.

### 1.3. - Procédure de consultation

Le marché est passé conformément aux prescriptions des articles 308, 309 et 312 bis 4ème alinéa du Code des Marchés Publics et notamment, à la décision du Conseil Municipal tendant à solliciter de l'autorité de tutelle l'autorisation préalable pour M. le Maire à conclure un marché "NEGOCIE" dit marché de "RECONDUCTION".

## 2 - PIECES CONTRACTUELLES - REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION

### 2.1. - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché comprennent, outre le présent document qui se substitue à l'acte d'engagement, l'ensemble des documents d'ordre général :

- Code des Marchés Publics
- C.C.A.G.
- Cahier des Charges D.T.U.
- C.C.T.G.
- C.C.A.P. du marché en date du 17 Janvier approuvé le 31 Janvier 1980
- C.C.T.P. du marché en date du 17.01 approuvé le 31.1.80

### 2.2. - Représentant de la Collectivité

Le représentant légal de la Collectivité "Maître de l'Ouvrage" responsable du marché, est M. le Maire ou M. le Premier Adjoint, agissant par délégation.

Le délégué du représentant légal du "Maître de l'Ouvrage" chargé de suivre l'exécution du marché, est M. le Directeur des Services Techniques.

## 3 - NATURE ET COMPOSITION DES PRIX

### 3.1. - Modalités de calcul des prix

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par des prix unitaires, fermes, non actualisables et non révisables, appliqués aux quantités réellement exécutées, conformément au cadre du bordereau des prix annexé au marché initial pour le lot n° 1 passé le 17 Janvier 1980 et approuvé le 31 Janvier 1980.

### 3.2. Contenu des prix

Les prix tiennent compte :

- de toutes les sujétions particulières à l'installation et au repli du chantier, à l'importance, à la nature et aux difficultés d'exécution des travaux à réaliser, d'une part, à la situation de la main-d'oeuvre à Royan, d'autre part.

- de l'installation, du déplacement et du transfert à la demande d'un point à l'autre du chantier, tant horizontalement qu'en altitude, du ou des échafaudages, échelles et planchers, nécessaires à l'exécution de l'ensemble des travaux précités.

- de toutes reconnaissances et sondages préalables, de tous contrôles essais et interventions diverses, etc... sans que cette énumération soit limitative.

- de toutes charges et sujétions relatives à l'équipement en matériel du chantier, au respect, à la sauvegarde et à la remise en état éventuelle des aspects naturels existants, à la réalisation et au nettoyage, au gardiennage, à l'éclairage du chantier, et bien entendu à la remise en état des lieux etc... sans que cette énumération soit limitative.

- de toutes charges générales, impôts, droits, taxes, etc... frappant les travaux de fournitures, tous frais généraux, faux frais, bénéfiques, etc... sans que cette énumération soit limitative.

Il est précisé que les travaux objet du présent C.C.A.P. - C.C.T.P. sont assujettis au nouveau taux de la T.V.A. de 15%, le coefficient multiplicateur du prix hors T.V.A. étant égal à 17,60%.

Il est en outre formellement stipulé que l'entrepreneur ne peut prétendre à aucune indemnité, quels que soient les pertes, avaries, dommages causés par négligence, imprévoyance, défaut de moyens et fausses manoeuvres, et ce quelles qu'en soient l'importance et les conséquences.

### 4 - DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution pour l'ensemble des travaux, objet du présent marché, est fixé à un (1) mois.

### 5 - PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX

#### 5.1. Période de préparation

Il n'est prévu aucune période de préparation.

### 6 - EXECUTION DES TRAVAUX. CONTROLE. RECEPTION

#### 6.1. Mesures d'ordre social

6.11. La proportion d'ouvriers étrangers employés sur le chantier ne doit pas dépasser la proportion maximum de cinq pour cent (5%).

6.12. La proportion d'ouvriers handicapés susceptibles d'être employés sur le chantier ne doit pas dépasser la proportion de dix pour cent (10%) et le taux maximum de la réduction de salaire qui peut leur être appliqué est fixé à dix pour cent (10%).

6.13. Les conditions de travail spéciales imposées à l'entrepreneur en dehors des conditions générales fixées par la réglementation et rappelées à l'article 31 du C.C.A.G. tiennent compte des prescriptions et dispositions contenues dans le livre II du Code du Travail et en particulier :

- du décret du 9 Août 1925, modifié, régissant les mesures de protection et de salubrité applicables dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

- du décret du 23 Août 1947, modifié, concernant les mesures particulières de sécurité relatives aux appareils de levage autres que les ascenseurs et monte-charges.

#### 6.2. Conditions générales d'exécution des travaux

6.21. L'entrepreneur ne peut se prévaloir pour satisfaire aux applications du présent C.C.A.P. - C.C.T.P. ni pour élever aucune réclamation, des sujétions qui peuvent être occasionnées :

- par l'exploitation normale du domaine public et des services publics et notamment par la présence et le maintien de canalisations, conduites, câbles de toute nature, ainsi que par les chantiers nécessaires au déplacement et à la transformation de ces installations.

Toutes dispositions utiles doivent être prises pour qu'aucunes pertes, avaries ou dommages ne soient causés aux ouvrages ou installations existants, l'entrepreneur étant dans tous les cas tenu pour responsable de ces pertes, avaries ou dommages de toute nature qui seraient de son fait ou de celui de son personnel ou de son matériel.

Aucune réclamation de quelque nature ou de quelque ordre que ce soit ne peut être admise du fait de l'obligation imposée à l'entrepreneur de prendre à sa charge toutes mesures de protection et de sauvegarde des ouvrages et installations existants.

6.22. Aucun matériel n'est mis à la disposition de l'entrepreneur par le "Maître de l'ouvrage".

6.23. Aucun matériau n'est fourni à l'entrepreneur par le "Maître de l'Ouvrage".

#### 6.4. Contrôles

L'entrepreneur est tenu de fournir tous les échantillons susceptibles de lui être demandés en vue des contrôles et essais obligatoires ou jugés nécessaires qui pourraient lui être imposés.

Il est précisé que les modalités d'application sont celles prescrites aux fascicules des C.C.T.G.

Dans tous les cas la fourniture des échantillons, l'exécution des contrôles et essais sont à la charge de l'entrepreneur.

#### 6.5. Réception, délai de garantie

La réception pour l'ensemble des travaux doit être prononcée conformément aux dispositions de l'article 41 du C.C.A.G.

Elle ne peut intervenir qu'après l'achèvement complet de tous les travaux, objet du présent marché.

Le délai de garantie est fixé à un (1) an pour l'ensemble des travaux.

#### 6.6. Assurances

L'entrepreneur est tenu de garantir les matériaux, éléments ou ensembles et procédés préconisés.

Il doit être titulaire d'une police de base complétée d'avenants et si besoin est, d'une police de responsabilité civile.

##### A. Police de base et avenants

Dans un délai de quinze (15) jours à dater de la notification de l'approbation de son marché et avant tout commencement de travaux, l'entrepreneur doit justifier qu'il est titulaire de polices d'assurances de base en état de validité.

Pour ce faire, il doit, soit présenter un exemplaire de sa police d'assurance, soit remettre une attestation délivrée depuis moins d'un mois par sa compagnie.

Ces polices d'assurances de base doivent être :

- individuelle de base, d'une part
- décennale d'entrepreneur, d'autre part.

Dans le cas d'individuelle de base, les justifications doivent faire apparaître les montants des garanties pour les risques suivants :

- risque d'effondrement en cours des travaux
- responsabilité décennale
- frais de déblaiement.

La nature des risques couverts doit apparaître clairement en spécifiant toutes les qualifications délivrées par l'O.P.Q.C.B. couvertes par ce contrat.

Dans le cas d'une décennale d'entrepreneur, doivent être spécifiés les montants des garanties pour les risques suivants :

- risque d'effondrement en cours des travaux
- responsabilité décennale
- frais annexes de déblaiement
- éventuellement, responsabilité civile pour les dommages causés aux tiers à la suite d'un fait relevant de la responsabilité décennale.

## B. Responsabilité civile pour dommages aux tiers

L'entrepreneur agréé doit présenter une attestation délivrée par sa compagnie d'assurances précisant qu'il est couvert pour dommages de toutes natures causés aux tiers :

- par le personnel en activité de travail, par le matériel d'entreprise d'exploitation, etc...
- du fait des travaux avant réception
- du fait d'un événement engageant la responsabilité de l'entreprise après réception.

## 7 - ETABLISSEMENT DES COMPTES

### 7.1. Bases du règlement des comptes

Le marché est réglé sur la base des prix unitaires, tels que définis à l'article 3.1. ci-dessus;

### 7.2. Travaux non prévus

Tous travaux non prévus au marché seront réglés sur la base de la série de prix applicables aux travaux du bâtiment et des travaux publics dans le département de la Charente-Maritime (Edition de La Rochelle 1970) affectée d'un rabais de vingt francs pour cent francs (20%).

### 7.3. Travaux en régie

L'exécution de travaux en régie est exclue.

### 7.4. Projets de décomptes - décomptes mensuels.

Les projets de décomptes mensuels sont établis par l'entrepreneur et remis périodiquement, chaque fois qu'il sera nécessaire, au représentant légal du "maître de l'ouvrage" ou à son délégué, qui les fait vérifier et apporter les rectifications qu'il y juge nécessaires comme il est prévu à l'article 13.1. du C.C.A.G.

### 7.5. Cas où le marché comporte plusieurs tranches

Le marché ne comporte qu'une tranche d'exécution.

### 7.6. Décompte final

Le projet de décompte final établit le montant total des sommes auxquelles peut prétendre l'entrepreneur du fait de l'exécution du marché dans son ensemble, les évaluations étant faites en tenant compte des prestations réellement exécutées.

Le projet de décompte final doit être établi, remis au Maître d'Oeuvre notifié et arrêté comme il est prévu à l'article 13.3. du C.C.A.G.

### 7.7. Décompte général - Solde

Le décompte général est établi par le Maître d'oeuvre, signé par la personne responsable du marché, notifié à l'entrepreneur, comme il est prévu à l'article 13.4. du C.C.A.G.

### 7.8. Montant du marché

Le montant du marché est arrêté à la somme de SOIXANTE HUIT MILLE HUIT CENT SOIXANTE DIX SEPT Francs et CINQUANTE CINQ Centimes (68.877,55 F.) hors taxes soit QUATRE VINGT UN MILLE Francs (81.000,00) toutes taxes comprises.

## 8 - VARIATION DANS LES PRIX

### 8.0. Généralités

Le marché est passé à prix unitaires, fermes.

### 8.1. Prix d'origine. actualisation

L'entrepreneur ne peut prétendre à l'actualisation des prix. L'article 10.4. du C.C.A.G. ne s'applique pas.

### 8.2. Révision des prix

L'entrepreneur ne peut prétendre à la révision des prix. L'article 10.4. du C.C.A.G. ne s'applique pas.

## 9 - FINANCEMENT. GARANTIE

### 9.1. Cautionnement

En application de l'article 322 du Code des Marchés Publics, l'entrepreneur sera tenu de fournir un cautionnement égal à trois pour cent (3%) du montant de son marché. Ce cautionnement devra être constitué dans un délai de vingt (20) jours à compter de l'approbation du marché.

En application de l'article 325 du Code des Marchés Publics, il pourra être remplacé au gré du titulaire par une caution personnelle et solidaire dans les conditions fixées par les articles 144 à 152 dudit Code.

### 9.2. Avances forfaitaires

Aucune avance forfaitaire n'est prévue

### 9.3. Autres avances

Aucune autre avance n'est prévue

### 9.4. Acomptes

Les acomptes sont délivrés sur présentation des projets de décomptes mensuels, établis suivant l'article 7.4. du présent marché.

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.



#### 9.5. Délai de constatation de droits à paiement

La commune se libérera des sommes dues par elle en en faisant donner crédit au compte ouvert au nom de "GROUPELEC SAINTONGE" à la Société Générale à PONS, sous le N° 000 200 10124-05

Le délai ouvert à l'Administration pour procéder aux constatations des services faits, ouvrant droit à acompte est fixé à deux (2) mois après dépôt par l'entrepreneur de sa demande d'acompte et du relevé des travaux exécutés.

Le terme final est proposé au plus tard à la fin du 3ème mois qui suit la réception des travaux.

#### 9.6. Nantissement

L'entrepreneur est admis au bénéfice du régime institué par les articles 187, 201 et 360 du Code des marchés publics.

Sont désignés :

- comme comptable chargé du paiement : M. le Receveur Municipal
- comme personnalité habilitée pour fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés : M. le Maire de ROYAN.

#### 10 - DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR

A défaut par l'entrepreneur d'élire domicile à proximité des travaux, conformément à l'article 2.22 du C.C.A.G. ou de faire connaître au Maire son nouveau domicile, les notifications relatives à l'entrepreneur seront valablement faites à la Mairie de ROYAN.

Après la réception des travaux, l'entrepreneur est relevé de l'obligation indiquée à l'alinéa qui précède; toute notification lui est alors valablement faite au domicile ou au siège social mentionné dans le présent marché.

#### 11 - TIMBRE ET ENREGISTREMENT

En application des dispositions en vigueur concernant les marchés dont le prix doit être payé par le Trésor Public, les départements, les communes, les syndicats de communes, les établissements publics départementaux et communaux, le présent marché sera dispensé de la formalité et du droit proportionnel d'enregistrement.

#### 12 - APPLICATION DES ARTICLES 49 et 251 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Conformément à l'article 50 de la loi N° 52.401 du 14 Avril 1952, l'entrepreneur affirme sous peine de résiliation de plein droit de son marché ou de sa mise en régie, à ses torts exclusifs, qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction prononcée par l'article 50 de la loi N° 52.401 du 14 Avril 1952, rappelée à l'article 49 du Code des Marchés Publics.

L'entrepreneur a souscrit pour être annexée au présent marché la déclaration visée à l'article 251 (2) du Code des Marchés Publics.

13 - APPLICATION DE LA CIRCULAIRE INTERMINISTERIELLE DU 21 JANVIER 1976

L'entrepreneur affirme sous peine de résiliation de plein droit de son marché ou de sa mise en régie à ses ports exclusifs, qu'il est en règle en matière de paiement, de déclaration d'impôts, de taxes diverses, de droits d'enregistrement, de cotisations de sécurité sociale, d'allocations familiales de congés payés, de chômage et intempéries, conformément aux prescriptions et dispositions de la circulaire interministérielle du 21 Janvier 1976, publiée au J.O. du 30 Janvier 1976.

14 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les articles du présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (C.C.A.P. - C.C.T.P.) qui dérogent au C.C.A.G. et au C.C.T.G. sont les suivants :

- 14.4. Dérogations au C.C.A.G.  
Article 8 - Variation dans les prix
- 14.2. Dérogations aux fascicules 01 ou 02 du C.C.T.G.  
Néant
- 14.3. Dérogations aux autres fascicules du C.C.T.G.  
Néant.

15 - AUTORITE DE CONTROLE

Le marché sera soumis à l'approbation de l'autorité de tutelle, représentée par M. le Sous-Préfet de Rochefort-sur-Mer.

Fait à ROYAN le 04 JUIL. 1980

L'Entrepreneur,

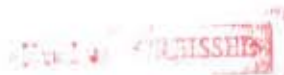
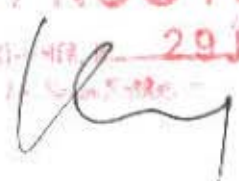


Le Maire,



APPROUVE

29 JUIL. 1980



EXTENSION ET MODERNISATION DU RESEAU

LOT N° 2

"MARCHE NEGOCIE" dit "MARCHE DE RECONDUCTION"

(cf. : marché conclu le 17 Janvier 1980, approuvé le 31 Janvier 1980)

Entre :

M. le Maire de ROYAN, agissant au nom de la Ville en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du **04 Juillet 1980**

d'une part,

et M. LACOMBE Marc, Directeur, agissant au nom et pour le compte de "GROUPELEC SAINTONGE" rue Ampère, Zone Industrielle à ROYAN inscrit au registre du Commerce de SAINTES sous le N° 69 C 2 et à l'I.N.S.E.E. sous le N° 526 990 023 000 16

d'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

I - DEFINITION DE L'OPERATION - DISPOSITIONS GENERALES

1.1. - Définition de l'opération

L'opération dans laquelle s'inscrivent les travaux, objet du présent marché, décrits à l'article 1.2. ci-dessous, a pour but l'aménagement d'un réseau de distribution d'éclairage public dans le quartier du PARC entre l'Avenue de l'Atlantique et l'Avenue de Maisonfort.

1.2. - Objet et consistance des travaux

- la fourniture et la pose de câbles sur poteaux E.D.F. existants ou sur poteaux à implanter, y compris consoles et armements d'angles, d'alignement ou d'encrage.

- la fourniture et la pose de poteaux en béton
- la fourniture et la pose de boîtes de dérivation
- la pose de connecteurs avec câble 3 conducteurs pour les branchements individuels et lanternes fournies par la Ville
- la dépose de candélabres béton et transport à la décharge publique contrôlée
- la dépose de lanternes vétustes, et transport aux Ateliers Municipaux

1.22. - Les travaux seront exécutés suivant les règles de l'Art et conformément aux prescriptions du R.E.E.F.

### 1.3. - Procédure de consultation

Le marché est passé conformément aux prescriptions des articles 308, 309 et 312 bis 4ème Alinéa du Code des Marchés Publics et notamment, à la décision du Conseil Municipal tendant à solliciter de l'autorité de tutelle l'autorisation préalable pour M. le Maire à conclure un marché "NEGOCIE" dit marché de "RECONDUCTION".

## 2 - PIECES CONTRACTUELLES - REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION

### 2.1. - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché comprennent, outre le présent document qui se substitue à l'acte d'engagement, l'ensemble des documents d'ordre général :

- Code des Marchés Publics
- C.C.A.G.
- Cahier des charges D.T.U.
- C.C.T.G.
- C.C.A.P. du marché en date du 17 Janvier approuvé le 31 Janvier 1980
- C.C.T.P. du marché en date du 17.01. approuvé le 31.1.80

### 2.2. - Représentant de la Collectivité

Le représentant légal de la Collectivité "Maître de l'Ouvrage" responsable du marché, est M. le Maire ou M. le Premier Adjoint, agissant par délégation.

Le délégué du représentant légal du "Maître de l'Ouvrage" chargé de suivre l'exécution du marché, est M. le Directeur des Services Techniques.

## 3 - NATURE ET COMPOSITION DES PRIX

### 3.1. - Modalités de calcul des prix

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par des prix unitaires, fermes, non actualisables et non révisables, appliqués aux quantités réellement exécutées, conformément au cadre du bordereau des prix annexé au marché initial pour le lot n° 2 passé le 17 Janvier 1980 et approuvé le 31 Janvier 1980.

### 3.2. Contenu des prix

Les prix tiennent compte :

- de toutes les sujétions particulières à l'installation et au repli du chantier, à l'importance, à la nature et aux difficultés d'exécution des travaux à réaliser, d'une part, à la situation de la main-d'oeuvre à Royan, d'autre part.

- de l'installation, du déplacement et du transfert à la demande d'un point à l'autre du chantier, tant horizontalement qu'en altitude, du ou des échafaudages, échelles et planchers, nécessaires à l'exécution de l'ensemble des travaux précités.

- de toutes reconnaissances et sondages préalables, de tous contrôles essais et interventions diverses, etc... sans que cette énumération soit limitative.

- de toutes charges et sujétions relatives à l'équipement en matériel du chantier, au respect, à la sauvegarde et à la remise en état éventuelle des aspects naturels existants, à la réalisation et au nettoyage, au gardiennage, à l'éclairage du chantier, et bien entendu à la remise en état des lieux etc... sans que cette énumération soit limitative.

- de toutes charges générales, impôts, droits, taxes, etc... frappant les travaux de fournitures, tous frais généraux, faux frais, bénéfiques, etc... sans que cette énumération soit limitative.

Il est précisé que les travaux objet du présent C.C.A.P. - C.C.T.P. sont assujettis au nouveau taux de la T.V.A. de 15%, le coefficient multiplicateur du prix hors T.V.A. étant égal à 17,60%.

Il est en outre formellement stipulé que l'entrepreneur ne peut prétendre à aucune indemnité, quels que soient les pertes, avaries, dommages causés par négligence, imprévoyance, défaut de moyens et fausses manoeuvres, et ce quelles qu'en soient l'importance et les conséquences.

### 4 - DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution pour l'ensemble des travaux, objet du présent marché, est fixé à un (1) mois.

### 5 - PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX

#### 5.1. Période de préparation

Il n'est prévu aucune période de préparation.

### 6 - EXECUTION DES TRAVAUX. CONTROLE. RECEPTION

#### 6.1. Mesures d'ordre social

6.1.1. La proportion d'ouvriers étrangers employés sur le chantier ne doit pas dépasser la proportion maximum de cinq pour cent (5%).

6.12. La proportion d'ouvriers handicapés susceptibles d'être employés sur le chantier ne doit pas dépasser la proportion de dix pour cent (10%) et le taux maximum de la réduction de salaire qui peut leur être appliqué est fixé à dix pour cent (10%).

6.13. Les conditions de travail spéciales imposées à l'entrepreneur en dehors des conditions générales fixées par la réglementation et rappelées à l'article 31 du C.C.A.G. tiennent compte des prescriptions et dispositions contenues dans le livre II du Code du Travail et en particulier :

- du décret du 9 Août 1925, modifié, régissant les mesures de protection et de salubrité applicables dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

- du décret du 23 Août 1947, modifié, concernant les mesures particulières de sécurité relatives aux appareils de levage autres que les ascenseurs et monte-charges.

## 6.2. Conditions générales d'exécution des travaux

6.21. L'entrepreneur ne peut se prévaloir pour satisfaire aux applications du présent C.C.A.P. - C.C.T.P. ni pour élever aucune réclamation, des sujétions qui peuvent être occasionnées :

- par l'exploitation normale du domaine public et des services publics et notamment par la présence et le maintien de canalisations, conduites, câbles de toute nature, ainsi que par les chantiers nécessaires au déplacement et à la transformation de ces installations.

Toutes dispositions utiles doivent être prises pour qu'aucunes pertes, avaries ou dommages ne soient causés aux ouvrages ou installations existants, l'entrepreneur étant dans tous les cas tenu pour responsable de ces pertes, avaries ou dommages de toute nature qui seraient de son fait ou de celui de son personnel ou de son matériel.

Aucune réclamation de quelque nature ou de quelque ordre que ce soit ne peut être admise du fait de l'obligation imposée à l'entrepreneur de prendre à sa charge toutes mesures de protection et de sauvegarde des ouvrages et installations existants.

6.22. Aucun matériel n'est mis à la disposition de l'entrepreneur par le "Maître de l'ouvrage".

6.23. Aucun matériau n'est fourni à l'entrepreneur par le "Maître de l'Ouvrage".

## 6.4. Contrôles

L'entrepreneur est tenu de fournir tous les échantillons susceptibles de lui être demandés en vue des contrôles et essais obligatoires ou jugés nécessaires qui pourraient lui être imposés.

Il est précisé que les modalités d'application sont celles prescrites aux fascicules des C.C.T.G.

Dans tous les cas la fourniture des échantillons, l'exécution des contrôles et essais sont à la charge de l'entrepreneur.

#### 6.5. Réception, délai de garantie

La réception pour l'ensemble des travaux doit être prononcée conformément aux dispositions de l'article 41 du C.C.A.G.

Elle ne peut intervenir qu'après l'achèvement complet de tous les travaux, objet du présent marché.

Le délai de garantie est fixé à un (1) an pour l'ensemble des travaux.

#### 6.6. Assurances

L'entrepreneur est tenu de garantir les matériaux, éléments ou ensembles et procédés préconisés.

Il doit être titulaire d'une police de base complétée d'avenants et si besoin est, d'une police de responsabilité civile.

##### A. Police de base et avenants

Dans un délai de quinze (15) jours à dater de la notification de l'approbation de son marché et avant tout commencement de travaux, l'entrepreneur doit justifier qu'il est titulaire de polices d'assurances de base en état de validité.

Pour ce faire, il doit, soit présenter un exemplaire de sa police d'assurance, soit remettre une attestation délivrée depuis moins d'un mois par sa compagnie.

Ces polices d'assurances de base doivent être :

- individuelle de base, d'une part
- décennale d'entrepreneur, d'autre part.

Dans le cas d'individuelle de base, les justifications doivent faire apparaître les montants des garanties pour les risques suivants :

- risque d'effondrement en cours des travaux
- responsabilité décennale
- frais de déblaiement.

La nature des risques couverts doit apparaître clairement en spécifiant toutes les qualifications délivrées par l'O.P.Q.C.B. couvertes par ce contrat.

Dans le cas d'une décennale d'entrepreneur, doivent être spécifiés les montants des garanties pour les risques suivants :

- risque d'effondrement en cours des travaux
- responsabilité décennale
- frais annexes de déblaiement
- éventuellement, responsabilité civile pour les dommages causés aux tiers à la suite d'un fait relevant de la responsabilité décennale.

## B. Responsabilité civile pour dommages aux tiers

L'entrepreneur agréé doit présenter une attestation délivrée par sa compagnie d'assurances précisant qu'il est couvert pour dommages de toutes natures causés aux tiers :

- par le personnel en activité de travail, par le matériel d'entreprise d'exploitation, etc...
- du fait des travaux avant réception
- du fait d'un événement engageant la responsabilité de l'entreprise après réception.

## 7 - ETABLISSEMENT DES COMPTES

### 7.1. Bases du règlement des comptes

Le marché est réglé sur la base des prix unitaires, tels que définis à l'article 3.1. ci-dessus;

### 7.2. Travaux non prévus

Tous travaux non prévus au marché seront réglés sur la base de la série de prix applicables aux travaux du bâtiment et des travaux publics dans le département de la Charente-Maritime (Edition de La Rochelle 1970) affectée d'un rabais de vingt francs pour cent francs (20%).

### 7.3. Travaux en régie

L'exécution de travaux en régie est exclue.

### 7.4. Projets de décomptes - décomptes mensuels.

Les projets de décomptes mensuels sont établis par l'entrepreneur et remis périodiquement, chaque fois qu'il sera nécessaire, au représentant légal du "maître de l'ouvrage" ou à son délégué, qui les fait vérifier et apporter les rectifications qu'il y juge nécessaires comme il est prévu à l'article 13.1. du C.C.A.G.

### 7.5. Cas où le marché comporte plusieurs tranches

Le marché ne comporte qu'une tranche d'exécution.

### 7.6. Décompte final

Le projet de décompte final établit le montant total des sommes auxquelles peut prétendre l'entrepreneur du fait de l'exécution du marché dans son ensemble, les évaluations étant faites en tenant compte des prestations réellement exécutées.

Le projet de décompte final doit être établi, remis au Maître d'Oeuvre notifié et arrêté comme il est prévu à l'article 13.3. du C.C.A.G.



### 7.7. Décompte général - Solde

Le décompte général est établi par le Maître d'oeuvre, signé par la personne responsable du marché, notifié à l'entrepreneur, comme il est prévu à l'article 13.4. du C.C.A.G.

### 7.8. Montant du marché

Le montant du marché est arrêté à la somme de QUATRE VINGT UN MILLE SIX CENT TRENTE DEUX Francs SOIXANTE CINQ Centimes (81.632,65 F.) Hors Taxes soit QUATRE VINGT SEIZE MILLE Francs (96.000,00 F.) Toutes Taxes Incluses.

## 8 - VARIATION DANS LES PRIX

### 8.0. Généralités

Le marché est passé à prix unitaires, fermes.

### 8.1. Prix d'origine. actualisation

L'entrepreneur ne peut prétendre à l'actualisation des prix. L'article 10.4. du C.C.A.G. ne s'applique pas.

### 8.2. Révision des prix

L'entrepreneur ne peut prétendre à la révision des prix. L'article 10.4. du C.C.A.G. ne s'applique pas.

## 9 - FINANCEMENT. GARANTIE

### 9.1. Cautionnement

En application de l'article 322 du Code des Marchés Publics, l'entrepreneur sera tenu de fournir un cautionnement égal à trois pour cent (3%) du montant de son marché. Ce cautionnement devra être constitué dans un délai de vingt (20) jours à compter de l'approbation du marché.

En application de l'article 325 du Code des Marchés Publics, il pourra être remplacé au gré du titulaire par une caution personnelle et solidaire dans les conditions fixées par les articles 144 à 152 dudit Code.

### 9.2. Avances forfaitaires

Aucune avance forfaitaire n'est prévue

### 9.3. Autres avances

Aucune autre avance n'est prévue

### 9.4. Acomptes

Les acomptes sont délivrés sur présentation des projets de décomptes mensuels, établis suivant l'article 7.4. du présent marché.

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

#### 9.5. Délai de constatation de droits à paiement

La commune se libèrera des sommes dues par elle en en faisant donner crédit au compte ouvert au nom de "GROUPELEC SAINTONGE", à la Société Générale à PONS, sous le n° 000 200 10124-05.

Le délai ouvert à l'Administration pour procéder aux constatations des services faits, ouvrant droit à acompte est fixé à deux (2) mois après dépôt par l'entrepreneur de sa demande d'acompte et du relevé des travaux exécutés.

Le terme final est proposé au plus tard à la fin du 3ème mois qui suit la réception des travaux.

#### 9.6. Nantissement

L'entrepreneur est admis au bénéfice du régime institué par les articles 187, 201 et 360 du Code des marchés publics.

Sont désignés :

- comme comptable chargé du paiement : M. le Receveur Municipal
- comme personnalité habilitée pour fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés : M. le Maire de ROYAN.

#### 10 - DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR

A défaut par l'entrepreneur d'élire domicile à proximité des travaux, conformément à l'article 2.22 du C.C.A.G. ou de faire connaître au Maire son nouveau domicile, les notifications relatives à l'entrepreneur seront valablement faites à la Mairie de ROYAN.

Après la réception des travaux, l'entrepreneur est relevé de l'obligation indiquée à l'alinéa qui précède; toute notification lui est alors valablement faite au domicile ou au siège social mentionné dans le présent marché.

#### 11 - TIMBRE ET ENREGISTREMENT

En application des dispositions en vigueur concernant les marchés dont le prix doit être payé par le Trésor Public, les départements, les communes, les syndicats de communes, les établissements publics départementaux et communaux, le présent marché sera dispensé de la formalité et du droit proportionnel d'enregistrement.

#### 12 - APPLICATION DES ARTICLES 49 et 251 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Conformément à l'article 50 de la loi N° 52.401 du 14 Avril 1952, l'entrepreneur affirme sous peine de résiliation de plein droit de son marché ou de sa mise en régie, à ses torts exclusifs, qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction prononcée par l'article 50 de la loi N° 52.401 du 14 Avril 1952, rappelée à l'article 49 du Code des Marchés Publics.

L'entrepreneur a souscrit pour être annexée au présent marché la déclaration visée à l'article 251 (2) du Code des Marchés Publics.

13 - APPLICATION DE LA CIRCUAIRE INTERMINISTERIELLE DU 21 JANVIER 1976

L'entrepreneur affirme sous peine de résiliation de plein droit de son marché ou de sa mise en régie à ses ports exclusifs, qu'il est en règle en matière de paiement, de déclaration d'impôts, de taxes diverses, de droits d'enregistrement, de cotisations de sécurité sociale, d'allocations familiales de congés payés, de chômage et intempéries, conformément aux prescriptions et dispositions de la circulaire interministérielle du 21 Janvier 1976, publiée au J.O. du 30 Janvier 1976.

14 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les articles du présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (C.C.A.P. - C.C.T.P.) qui dérogent au C.C.A.G. et au C.C.T.G. sont les suivants :

- 14.4. Dérogations au C.C.A.G.  
Article 8 - Variation dans les prix
- 14.2. Dérogations aux fascicules 01 ou 02 du C.C.T.G.  
Néant
- 14.3. Dérogations aux autres fascicules du C.C.T.G.  
Néant.

15 - AUTORITE DE CONTROLE

Le marché sera soumis à l'approbation de l'autorité de tutelle, représentée par M. le Sous-Préfet de Rochefort-sur-Mer.

Fait à ROYAN le 04 JUIL 1980

Le Maire,

L'Entrepreneur,



APPROUVÉ  
LE 04 JUIL 1980  
Le Sous-Préfet

ROCHFORT SUR MER

-----  
EXTENSION ET MODERNISATION DU RESEAU

LOT N° 3

"MARCHE NEGOCIE" dit "MARCHE DE RECONDUCTION"  
(cf : marché conclu le 17 Janvier 1980, approuvé le 31 Janvier 1980)

-----  
Entre :

M. le Maire de ROYAN, agissant au nom de la Ville en vertu d'une  
délibération du Conseil Municipal en date du 04 Juillet 1980

d'une part,

et M. BONMORT André, Gérant, agissant au nom et pour le compte  
de l'Entreprise CHARENTAISE D'EQUIPEMENT ELECTRIQUE à ROYAN, inscrite  
au Registre du Commerce de Marennes sous le N° 75 B 23 et à  
l'I.N.S.E.E. sous le n° 304 464 688 000 31

d'autre part,

I - DEFINITION DE L'OPERATION - DISPOSITIONS GENERALES

1.1. - L'opération dans laquelle s'inscrivent les travaux,  
objet du présent marché, décrits à l'article 1.2 ci-dessous, a pour  
but l'aménagement d'un réseau de distribution d'éclairage public  
dans le secteur délimité par l'Avenue des Tilleuls, le Boulevard  
Clémenceau, le Boulevard Albert 1er.

1.2. - Objet et consistance des travaux

- la fourniture et la pose de câbles sur poteaux E.D.F.  
existants ou sur poteaux à implanter, y compris consoles et  
armements d'angles, d'alignement ou d'encrage.
- la fourniture et la pose de poteaux en béton
- la fourniture et la pose de boîtes de dérivation
- la pose de connecteurs avec câble 3 conducteurs pour  
les branchements individuels et lanternes fournies par la Ville

- la dépose de candélabres béton et transport à la décharge publique contrôlée

- la dépose de lanternes vétustes, et transport aux Ateliers Municipaux

1.22. - Les travaux seront exécutés suivant les règles de l'Art et conformément aux prescriptions du R.E.E.F.

### 1.3. - Procédure de consultation

Le présent marché est passé conformément aux prescriptions et dispositions des articles 308, 309 et 312 bis 4ème alinéa du Code des Marchés Publics et notamment, à la décision du Conseil Municipal tendant à solliciter de l'autorité de tutelle l'autorisation préalable pour M. le Maire à conclure un marché "NEGOCIE" dit de "RECONDUCTION".

## 2 - PIECES CONTRACTUELLES - REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION

### 2.1. - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché comprennent, outre le présent document qui se substitue à l'acte d'engagement, l'ensemble des documents d'ordre général :

- Code des Marchés Publics
- C.C.A.G.
- Cahier des Charges D.T.U.
- C.C.T.G.
- C.C.A.P. du marché en date du 17 Janvier approuvé le 31 Janvier 1980
- C.C.T.P. du marché en date du 17.01 approuvé le 31.1.80

### 2.2. - Représentant de la Collectivité

Le représentant légal de la Collectivité "Maître de l'Ouvrage" responsable du marché, est M. le Maire ou M. le Premier Adjoint, agissant par délégation.

Le délégué du représentant légal du "Maître de l'Ouvrage" chargé de suivre l'exécution du marché, est M. le Directeur des Services Techniques.

## 3 - NATURE ET COMPOSITION DES PRIX

### 3.1. - Modalités de calcul des prix

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par des prix unitaires, fermes, non actualisables et non révisables, appliqués aux quantités réellement exécutées, conformément au cadre du bordereau des prix annexé au marché initial pour le lot n° 3 passé le 17 Janvier 1980 et approuvé le 31 Janvier 1980.

### 3.2. Contenu des prix

Les prix tiennent compte :

- de toutes les sujétions particulières à l'installation et au repli du chantier, à l'importance, à la nature et aux difficultés d'exécution des travaux à réaliser, d'une part, à la situation de la main-d'oeuvre à Royan, d'autre part.

- de l'installation, du déplacement et du transfert à la demande d'un point à l'autre du chantier, tant horizontalement qu'en altitude, du ou des échafaudages, échelles et planchers, nécessaires à l'exécution de l'ensemble des travaux précités.

- de toutes reconnaissances et sondages préalables, de tous contrôles essais et interventions diverses, etc... sans que cette énumération soit limitative.

- de toutes charges et sujétions relatives à l'équipement en matériel du chantier, au respect, à la sauvegarde et à la remise en état éventuelle des aspects naturels existants, à la réalisation et au nettoyage, au gardiennage, à l'éclairage du chantier, et bien entendu à la remise en état des lieux etc... sans que cette énumération soit limitative.

- de toutes charges générales, impôts, droits, taxes, etc... frappant les travaux de fournitures, tous frais généraux, faux frais, bénéfiques, etc... sans que cette énumération soit limitative.

Il est précisé que les travaux objet du présent C.C.A.P. - C.C.T.P. sont assujettis au nouveau taux de la T.V.A. de 15%, le coefficient multiplicateur du prix hors T.V.A. étant égal à 17,60%.

Il est en outre formellement stipulé que l'entrepreneur ne peut prétendre à aucune indemnité, quels que soient les pertes, avaries, dommages causés par négligence, imprévoyance, défaut de moyens et fausses manoeuvres, et ce quelles qu'en soient l'importance et les conséquences.

### 4 - DELAJ D'EXECUTION

Le délai d'exécution pour l'ensemble des travaux, objet du présent marché, est fixé à un (1) mois.

### 5 - PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX

#### 5.1. Période de préparation

Il n'est prévu aucune période de préparation.

### 6 - EXECUTION DES TRAVAUX. CONTROLE. RECEPTION

#### 6.1. Mesures d'ordre social

6.11. La proportion d'ouvriers étrangers employés sur le chantier ne doit pas dépasser la proportion maximum de cinq pour cent (5%).

6.12. La proportion d'ouvriers handicapés susceptibles d'être employés sur le chantier ne doit pas dépasser la proportion de dix pour cent (10%) et le taux maximum de la réduction de salaire qui peut leur être appliqué est fixé à dix pour cent (10%).

6.13. Les conditions de travail spéciales imposées à l'entrepreneur en dehors des conditions générales fixées par la réglementation et rappelées à l'article 31 du C.C.A.G. tiennent compte des prescriptions et dispositions contenues dans le livre II du Code du Travail et en particulier :

- du décret du 9 Août 1925, modifié, régissant les mesures de protection et de salubrité applicables dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

- du décret du 23 Août 1947, modifié, concernant les mesures particulières de sécurité relatives aux appareils de levage autres que les ascenseurs et monte-charges.

#### 6.2. Conditions générales d'exécution des travaux

6.21. L'entrepreneur ne peut se prévaloir pour satisfaire aux applications du présent C.C.A.P. - C.C.T.P. ni pour élever aucune réclamation, des sujétions qui peuvent être occasionnées :

- par l'exploitation normale du domaine public et des services publics et notamment par la présence et le maintien de canalisations, conduites, câbles de toute nature, ainsi que par les chantiers nécessaires au déplacement et à la transformation de ces installations.

Toutes dispositions utiles doivent être prises pour qu'aucunes pertes, avaries ou dommages ne soient causés aux ouvrages ou installations existants, l'entrepreneur étant dans tous les cas tenu pour responsable de ces pertes, avaries ou dommages de toute nature qui seraient de son fait ou de celui de son personnel ou de son matériel.

Aucune réclamation de quelque nature ou de quelque ordre que ce soit ne peut être admise du fait de l'obligation imposée à l'entrepreneur de prendre à sa charge toutes mesures de protection et de sauvegarde des ouvrages et installations existants.

6.22. Aucun matériel n'est mis à la disposition de l'entrepreneur par le "Maître de l'ouvrage".

6.23. Aucun matériau n'est fourni à l'entrepreneur par le "Maître de l'Ouvrage".

#### 6.4. Contrôles

L'entrepreneur est tenu de fournir tous les échantillons susceptibles de lui être demandés en vue des contrôles et essais obligatoires ou jugés nécessaires qui pourraient lui être imposés.

Il est précisé que les modalités d'application sont celles prescrites aux fascicules des C.C.T.G.

Dans tous les cas la fourniture des échantillons, l'exécution des contrôles et essais sont à la charge de l'entrepreneur.

#### 6.5. Réception, délai de garantie

La réception pour l'ensemble des travaux doit être prononcée conformément aux dispositions de l'article 41 du C.C.A.G.

Elle ne peut intervenir qu'après l'achèvement complet de tous les travaux, objet du présent marché.

Le délai de garantie est fixé à un (1) an pour l'ensemble des travaux.

#### 6.6. Assurances

L'entrepreneur est tenu de garantir les matériaux, éléments ou ensembles et procédés préconisés.

Il doit être titulaire d'une police de base complétée d'avenants et si besoin est, d'une police de responsabilité civile.

##### A. Police de base et avenants

Dans un délai de quinze (15) jours à dater de la notification de l'approbation de son marché et avant tout commencement de travaux, l'entrepreneur doit justifier qu'il est titulaire de polices d'assurances de base en état de validité.

Pour ce faire, il doit, soit présenter un exemplaire de sa police d'assurance, soit remettre une attestation délivrée depuis moins d'un mois par sa compagnie.

Ces polices d'assurances de base doivent être :

- individuelle de base, d'une part
- décennale d'entrepreneur, d'autre part.

Dans le cas d'individuelle de base, les justifications doivent faire apparaître les montants des garanties pour les risques suivants :

- risque d'effondrement en cours des travaux
- responsabilité décennale
- frais de déblaiement.

La nature des risques couverts doit apparaître clairement en spécifiant toutes les qualifications délivrées par l'O.P.Q.C.B. couvertes par ce contrat.

Dans le cas d'une décennale d'entrepreneur, doivent être spécifiés les montants des garanties pour les risques suivants :

- risque d'effondrement en cours des travaux
- responsabilité décennale
- frais annexes de déblaiement
- éventuellement, responsabilité civile pour les dommages causés aux tiers à la suite d'un fait relevant de la responsabilité décennale.



## B. Responsabilité civile pour dommages aux tiers

L'entrepreneur agréé doit présenter une attestation délivrée par sa compagnie d'assurances précisant qu'il est couvert pour dommages de toutes natures causés aux tiers :

- par le personnel en activité de travail, par le matériel d'entreprise d'exploitation, etc...
- du fait des travaux avant réception
- du fait d'un événement engageant la responsabilité de l'entreprise après réception.

## 7 - ETABLISSEMENT DES COMPTES

### 7.1. Bases du règlement des comptes

Le marché est réglé sur la base des prix unitaires, tels que définis à l'article 3.1. ci-dessus;

### 7.2. Travaux non prévus

Tous travaux non prévus au marché seront réglés sur la base de la série de prix applicables aux travaux du bâtiment et des travaux publics dans le département de la Charente-Maritime (Edition de La Rochelle 1970) affectée d'un rabais de vingt francs pour cent francs (20%).

### 7.3. Travaux en régie

L'exécution de travaux en régie est exclue.

### 7.4. Projets de décomptes - décomptes mensuels.

Les projets de décomptes mensuels sont établis par l'entrepreneur et remis périodiquement, chaque fois qu'il sera nécessaire, au représentant légal du "maître de l'ouvrage" ou à son délégué, qui les fait vérifier et apporter les rectifications qu'il y juge nécessaires comme il est prévu à l'article 13.1. du C.C.A.G.

### 7.5. Cas où le marché comporte plusieurs tranches

Le marché ne comporte qu'une tranche d'exécution.

### 7.6. Décompte final

Le projet de décompte final établit le montant total des sommes auxquelles peut prétendre l'entrepreneur du fait de l'exécution du marché dans son ensemble, les évaluations étant faites en tenant compte des prestations réellement exécutées.

Le projet de décompte final doit être établi, remis au Maître d'Oeuvre notifié et arrêté comme il est prévu à l'article 13.3. du C.C.A.G.

#### 7.7. Décompte général - Solde

Le décompte général est établi par le Maître d'oeuvre, signé par la personne responsable du marché, notifié à l'entrepreneur, comme il est prévu à l'article 13.4. du C.C.A.G.

#### 7.8. Montant du marché

Le montant du marché est arrêté à la somme de SOIXANTE DEUX MILLE NEUF CENT VINGT CINQ Francs DIX SEPT Centimes (62.925,17 F.) hors taxes soit SOIXANTE QUATORZE MILLE Francs (74.000,00 F.) toutes taxes incluses.

### 8 - VARIATION DANS LES PRIX

#### 8.0. Généralités

Le marché est passé à prix unitaires, fermes.

#### 8.1. Prix d'origine. actualisation

L'entrepreneur ne peut prétendre à l'actualisation des prix. L'article 10.4. du C.C.A.G. ne s'applique pas.

#### 8.2. Révision des prix

L'entrepreneur ne peut prétendre à la révision des prix. L'article 10.4. du C.C.A.G. ne s'applique pas.

### 9 - FINANCEMENT. GARANTIE

#### 9.1. Cautionnement

En application de l'article 322 du Code des Marchés Publics, l'entrepreneur sera tenu de fournir un cautionnement égal à trois pour cent (3%) du montant de son marché. Ce cautionnement devra être constitué dans un délai de vingt (20) jours à compter de l'approbation du marché.

En application de l'article 325 du Code des Marchés Publics, il pourra être remplacé au gré du titulaire par une caution personnelle et solidaire dans les conditions fixées par les articles 144 à 152 dudit Code.

#### 9.2. Avances forfaitaires

Aucune avance forfaitaire n'est prévue

#### 9.3. Autres avances

Aucune autre avance n'est prévue

#### 9.4. Acomptes

Les acomptes sont délivrés sur présentation des projets de décomptes mensuels, établis suivant l'article 7.4. du présent marché.

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

#### 9.5. Délai de constatation de droits à paiement

La commune se libèrera des sommes dues par elle en en faisant donner crédit au compte ouvert au nom de la "CHARENTAISE D'EQUIPEMENT ELECTRIQUE" à la Banque Centrale des Coopératives à NIORT sous le n° 07 2220 10445-2

Le délai ouvert à l'Administration pour procéder aux constatations des services faits, ouvrant droit à acompte est fixé à deux (2) mois après dépôt par l'entrepreneur de sa demande d'acompte et du relevé des travaux exécutés.

Le terme final est proposé au plus tard à la fin du 3ème mois qui suit la réception des travaux.

#### 9.6. Nantissement

L'entrepreneur est admis au bénéfice du régime institué par les articles 187, 201 et 360 du Code des marchés publics.

Sont désignés :

- comme comptable chargé du paiement : M. le Receveur Municipal
- comme personnalité habilitée pour fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés : M. le Maire de ROYAN.

#### 10 - DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR

A défaut par l'entrepreneur d'élire domicile à proximité des travaux, conformément à l'article 2.22 du C.C.A.G. ou de faire connaître au Maire son nouveau domicile, les notifications relatives à l'entrepreneur seront valablement faites à la Mairie de ROYAN.

Après la réception des travaux, l'entrepreneur est relevé de l'obligation indiquée à l'alinéa qui précède; toute notification lui est alors valablement faite au domicile ou au siège social mentionné dans le présent marché.

#### 11 - TIMBRE ET ENREGISTREMENT

En application des dispositions en vigueur concernant les marchés dont le prix doit être payé par le Trésor Public, les départements, les communes, les syndicats de communes, les établissements publics départementaux et communaux, le présent marché sera dispensé de la formalité et du droit proportionnel d'enregistrement.

#### 12 - APPLICATION DES ARTICLES 49 et 251 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Conformément à l'article 50 de la loi N° 52.401 du 14 Avril 1952, l'entrepreneur affirme sous peine de résiliation de plein droit de son marché ou de sa mise en régie, à ses torts exclusifs, qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction prononcée par l'article 50 de la loi N° 52.401 du 14 Avril 1952, rappelée à l'article 49 du Code des Marchés Publics.

L'entrepreneur a souscrit pour être annexée au présent marché la déclaration visée à l'article 251 (2) du Code des Marchés Publics.

13 - APPLICATION DE LA CIRCULAIRE INTERMINISTERIELLE DU 21 JANVIER 1976

L'entrepreneur affirme sous peine de résiliation de plein droit de son marché ou de sa mise en régie à ses ports exclusifs, qu'il est en règle en matière de paiement, de déclaration d'impôts, de taxes diverses, de droits d'enregistrement, de cotisations de sécurité sociale, d'allocations familiales de congés payés, de chômage et intempéries, conformément aux prescriptions et dispositions de la circulaire interministérielle du 21 Janvier 1976, publiée au J.O. du 30 Janvier 1976.

14 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les articles du présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (C.C.A.P. - C.C.T.P.) qui dérogent au C.C.A.G. et au C.C.T.G. sont les suivants :

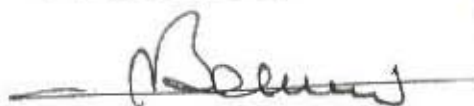
- 14.4. Dérogations au C.C.A.G.  
Article 8 - Variation dans les prix
- 14.2. Dérogations aux fascicules 01 ou 02 du C.C.T.G.  
Néant
- 14.3. Dérogations aux autres fascicules du C.C.T.G.  
Néant.

15 - AUTORITE DE CONTROLE

Le marché sera soumis à l'approbation de l'autorité de tutelle, représentée par M. le Sous-Préfet de Rochefort-sur-Mer.

Fait à ROYAN le 04 JUIL. 1980

L'Entrepreneur,



Le Maire,



**Charentaise Equipement Electrique**

SARL au Capital de 34.000 Fr

45-47, Boulevard Albert-1<sup>er</sup>

17200 ROYAN

Tél. 05.24.46

R.C. Marennes 75 B 23



**APPROUVE**

29 JUIL 1980

Lucien CRUSSE